

*Texte original*

## **Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale**

Conclue à La Haye le 29 mai 1993

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 22 juin 2001<sup>1</sup>

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 24 septembre 2002

Entrée en vigueur pour la Suisse le 1<sup>er</sup> janvier 2003

---

*Les Etats signataires de la présente Convention,*

reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, l'enfant doit grandir dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension,

rappelant que chaque Etat devrait prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine,

reconnaissant que l'adoption internationale peut présenter l'avantage de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son Etat d'origine,

convaincus de la nécessité de prévoir des mesures pour garantir que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants,

désirant établir à cet effet des dispositions communes qui tiennent compte des principes reconnus par les instruments internationaux, notamment par la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant<sup>2</sup>, du 20 novembre 1989, et par la Déclaration des Nations Unies sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (Résolution de l'Assemblée générale 41/85, du 3 décembre 1986),

*sont convenus des dispositions suivantes:*

**RS 0.211.221.311**

<sup>1</sup> RO 2003 414

<sup>2</sup> RS 0.107

## **Chapitre I Champ d'application de la Convention**

### **Art. 1**

La présente Convention a pour objet:

- a) d'établir des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;
- b) d'instaurer un système de coopération entre les Etats contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants;
- c) d'assurer la reconnaissance dans les Etats contractants des adoptions réalisées selon la Convention.

### **Art. 2**

(1) La Convention s'applique lorsqu'un enfant résidant habituellement dans un Etat contractant («l'Etat d'origine») a été, est ou doit être déplacé vers un autre Etat contractant («l'Etat d'accueil»), soit après son adoption dans l'Etat d'origine par des époux ou une personne résidant habituellement dans l'Etat d'accueil, soit en vue d'une telle adoption dans l'Etat d'accueil ou dans l'Etat d'origine.

(2) La Convention ne vise que les adoptions établissant un lien de filiation.

### **Art. 3**

La Convention cesse de s'appliquer si les acceptations visées à l'art. 17, let. c, n'ont pas été données avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de dix-huit ans.

## **Chapitre II Conditions des adoptions internationales**

### **Art. 4**

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'origine:

- a) ont établi que l'enfant est adoptable;
- b) ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son Etat d'origine, qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant;
- c) se sont assurées,
  1. que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine,

2. que celles-ci ont donné librement leur consentement dans les formes légales requises, et que ce consentement a été donné ou constaté par écrit,
  3. que les consentements n'ont pas été obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'ils n'ont pas été retirés, et
  4. que le consentement de la mère, s'il est requis, n'a été donné qu'après la naissance de l'enfant; et
- d) se sont assurées, eu égard à l'âge et à la maturité de l'enfant,
1. que celui-ci a été entouré de conseils et dûment informé sur les conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption, si celui-ci est requis,
  2. que les souhaits et avis de l'enfant ont été pris en considération,
  3. que le consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, et que son consentement a été donné ou constaté par écrit, et
  4. que ce consentement n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte.

#### **Art. 5**

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'accueil:

- a) ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter;
- b) se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires; et
- c) ont constaté que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet Etat.

### **Chapitre III Autorités centrales et organismes agréés**

#### **Art. 6**

(1) Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

(2) Un Etat fédéral, un Etat dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un Etat ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'Etat qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet Etat.

**Art. 7**

(1) Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs Etats pour assurer la protection des enfants et réaliser les autres objectifs de la Convention.

(2) Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour:

- a) fournir des informations sur la législation de leurs Etats en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types;
- b) s'informer mutuellement sur le fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles à son application.

**Art. 8**

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques, toutes mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux objectifs de la Convention.

**Art. 9**

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'organismes dûment agréés dans leur Etat, toutes mesures appropriées, notamment pour:

- a) rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption;
- b) faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption;
- c) promouvoir dans leurs Etats le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption;
- d) échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale;
- e) répondre, dans la mesure permise par la loi de leur Etat, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière d'adoption formulées par d'autres Autorités centrales ou par des autorités publiques.

**Art. 10**

Peuvent seuls bénéficier de l'agrément et le conserver les organismes qui démontrent leur aptitude à remplir correctement les missions qui pourraient leur être confiées.

**Art. 11**

Un organisme agréé doit:

- a) poursuivre uniquement des buts non lucratifs dans les conditions et limites fixées par les autorités compétentes de l'Etat d'agrément;
- b) être dirigé et géré par des personnes qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale; et
- c) être soumis à la surveillance d'autorités compétentes de cet Etat pour sa composition, son fonctionnement et sa situation financière.

**Art. 12**

Un organisme agréé dans un Etat contractant ne pourra agir dans un autre Etat contractant que si les autorités compétentes des deux Etats l'ont autorisé.

**Art. 13**

La désignation des Autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, ainsi que le nom et l'adresse des organismes agréés, sont communiqués par chaque Etat contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé.

**Chapitre IV Conditions procédurales de l'adoption internationale****Art. 14**

Les personnes résidant habituellement dans un Etat contractant, qui désirent adopter un enfant dont la résidence habituelle est située dans un autre Etat contractant, doivent s'adresser à l'Autorité centrale de l'Etat de leur résidence habituelle.

**Art. 15**

(1) Si l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil considère que les requérants sont qualifiés et aptes à adopter, elle établit un rapport contenant des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

(2) Elle transmet le rapport à l'Autorité centrale de l'Etat d'origine.

**Art. 16**

- (1) Si l'Autorité centrale de l'Etat d'origine considère que l'enfant est adoptable,
- a) elle établit un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers;
  - b) elle tient dûment compte des conditions d'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse et culturelle;
  - c) elle s'assure que les consentements visés à l'art. 4 ont été obtenus; et
  - d) elle constate, en se fondant notamment sur les rapports concernant l'enfant et les futurs parents adoptifs, que le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.
- (2) Elle transmet à l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil son rapport sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs de son constat sur le placement, en veillant à ne pas révéler l'identité de la mère et du père, si, dans l'Etat d'origine, cette identité ne peut pas être divulguée.

**Art. 17**

Toute décision de confier un enfant à des futurs parents adoptifs ne peut être prise dans l'Etat d'origine que

- a) si l'Autorité centrale de cet Etat s'est assurée de l'accord des futurs parents adoptifs;
- b) si l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil a approuvé cette décision, lorsque la loi de cet Etat ou l'Autorité centrale de l'Etat d'origine le requiert;
- c) si les Autorités centrales des deux Etats ont accepté que la procédure en vue de l'adoption se poursuive; et
- d) s'il a été constaté conformément à l'art. 5 que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter et que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans l'Etat d'accueil.

**Art. 18**

Les Autorités centrales des deux Etats prennent toutes mesures utiles pour que l'enfant reçoive l'autorisation de sortie de l'Etat d'origine, ainsi que celle d'entrée et de séjour permanent dans l'Etat d'accueil.

**Art. 19**

- (1) Le déplacement de l'enfant vers l'Etat d'accueil ne peut avoir lieu que si les conditions de l'art. 17 ont été remplies.
- (2) Les Autorités centrales des deux Etats veillent à ce que ce déplacement s'effectue en toute sécurité, dans des conditions appropriées et, si possible, en compagnie des parents adoptifs ou des futurs parents adoptifs.

(3) Si ce déplacement n'a pas lieu, les rapports visés aux art. 15 et 16 sont renvoyés aux autorités expéditrices.

#### **Art. 20**

Les Autorités centrales se tiennent informées sur la procédure d'adoption et les mesures prises pour la mener à terme, ainsi que sur le déroulement de la période probatoire, lorsque celle-ci est requise.

#### **Art. 21**

(1) Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant dans l'Etat d'accueil et que l'Autorité centrale de cet Etat considère que le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil n'est plus de son intérêt supérieur, cette Autorité prend les mesures utiles à la protection de l'enfant, en vue notamment:

- a) de retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement;
- b) en consultation avec l'Autorité centrale de l'Etat d'origine, d'assurer sans délai un nouveau placement de l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable; une adoption ne peut avoir lieu que si l'Autorité centrale de l'Etat d'origine a été dûment informée sur les nouveaux parents adoptifs;
- c) en dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant, si son intérêt l'exige.

(2) Eu égard notamment à l'âge et à la maturité de l'enfant, celui-ci sera consulté et, le cas échéant, son consentement obtenu sur les mesures à prendre conformément au présent article.

#### **Art. 22**

(1) Les fonctions conférées à l'Autorité centrale par le présent chapitre peuvent être exercées par des autorités publiques ou par des organismes agréés conformément au chap. III, dans la mesure prévue par la loi de son Etat.

(2) Un Etat contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les fonctions conférées à l'Autorité centrale par les art. 15 à 21 peuvent aussi être exercées dans cet Etat, dans la mesure prévue par la loi et sous le contrôle des autorités compétentes de cet Etat, par des organismes ou personnes qui:

- a) remplissent les conditions de moralité, de compétence professionnelle, d'expérience et de responsabilité requises par cet Etat; et
- b) sont qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale.

(3) L'Etat contractant qui fait la déclaration visée au par. 2 informe régulièrement le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé des noms et adresses de ces organismes et personnes.

(4) Un Etat contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les adoptions d'enfants dont la résidence habituelle est située sur son territoire ne peuvent avoir lieu que si les fonctions conférées aux Autorités centrales sont exercées conformément au par. 1.

(5) Nonobstant toute déclaration effectuée conformément au par. 2, les rapports prévus aux art. 15 et 16 sont, dans tous les cas, établis sous la responsabilité de l'Autorité centrale ou d'autres autorités ou organismes, conformément au par. 1.

## **Chapitre V Reconnaissance et effets de l'adoption**

### **Art. 23**

(1) Une adoption certifiée conforme à la Convention par l'autorité compétente de l'Etat contractant où elle a eu lieu est reconnue de plein droit dans les autres Etats contractants. Le certificat indique quand et par qui les acceptations visées à l'art. 17, let. c, ont été données.

(2) Tout Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, notifiera au dépositaire de la Convention l'identité et les fonctions de l'autorité ou des autorités qui, dans cet Etat, sont compétentes pour délivrer le certificat. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

### **Art. 24**

La reconnaissance d'une adoption ne peut être refusée dans un Etat contractant que si l'adoption est manifestement contraire à son ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

### **Art. 25**

Tout Etat contractant peut déclarer au dépositaire de la Convention qu'il ne sera pas tenu de reconnaître en vertu de celle-ci les adoptions faites conformément à un accord conclu en application de l'art. 39, par. 2.

### **Art. 26**

(1) La reconnaissance de l'adoption comporte celle

- a) du lien de filiation entre l'enfant et ses parents adoptifs;
- b) de la responsabilité parentale des parents adoptifs à l'égard de l'enfant;
- c) de la rupture du lien préexistant de filiation entre l'enfant et sa mère et son père, si l'adoption produit cet effet dans l'Etat contractant où elle a eu lieu.

(2) Si l'adoption a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, l'enfant jouit, dans l'Etat d'accueil et dans tout autre Etat contractant où l'adoption est reconnue, des droits équivalents à ceux résultant d'une adoption produisant cet effet dans chacun de ces Etats.



(3) Les paragraphes précédents ne portent pas atteinte à l'application de toute disposition plus favorable à l'enfant, en vigueur dans l'Etat contractant qui reconnaît l'adoption.

#### **Art. 27**

(1) Lorsqu'une adoption faite dans l'Etat d'origine n'a pas pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, elle peut, dans l'Etat d'accueil qui reconnaît l'adoption conformément à la Convention, être convertie en une adoption produisant cet effet,

- a) si le droit de l'Etat d'accueil le permet; et
- b) si les consentements visés à l'art. 4, let. c et d, ont été ou sont donnés en vue d'une telle adoption.

(2) L'art. 23 s'applique à la décision de conversion.

## **Chapitre VI Dispositions générales**

#### **Art. 28**

La Convention ne déroge pas aux lois de l'Etat d'origine qui requièrent que l'adoption d'un enfant résidant habituellement dans cet Etat doive avoir lieu dans cet Etat ou qui interdisent le placement de l'enfant dans l'Etat d'accueil ou son déplacement vers cet Etat avant son adoption.

#### **Art. 29**

Aucun contact entre les futurs parents adoptifs et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui a la garde de celui-ci ne peut avoir lieu tant que les dispositions de l'art. 4, let. a à c, et de l'art. 5, let. a, n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille ou si les conditions fixées par l'autorité compétente de l'Etat d'origine sont remplies.

#### **Art. 30**

(1) Les autorités compétentes d'un Etat contractant veillent à conserver les informations qu'elles détiennent sur les origines de l'enfant, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille.

(2) Elles assurent l'accès de l'enfant ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés, dans la mesure permise par la loi de leur Etat.

#### **Art. 31**

Sous réserve de l'art. 30, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention, en particulier celles visées aux art. 15 et 16, ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

**Art. 32**

(1) Nul ne peut tirer un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption internationale.

(2) Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption.

(3) Les dirigeants, administrateurs et employés d'organismes intervenant dans une adoption ne peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

**Art. 33**

Toute autorité compétente qui constate qu'une des dispositions de la Convention a été méconnue ou risque manifestement de l'être en informe aussitôt l'Autorité centrale de l'Etat dont elle relève. Cette Autorité centrale a la responsabilité de veiller à ce que les mesures utiles soient prises.

**Art. 34**

Si l'autorité compétente de l'Etat destinataire d'un document le requiert, une traduction certifiée conforme doit être produite. Sauf dispense, les frais de traduction sont à la charge des futurs parents adoptifs.

**Art. 35**

Les autorités compétentes des Etats contractants agissent rapidement dans les procédures d'adoption.

**Art. 36**

Au regard d'un Etat qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

- a) toute référence à la résidence habituelle dans cet Etat vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet Etat;
- b) toute référence à la loi de cet Etat vise la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée;
- c) toute référence aux autorités compétentes ou aux autorités publiques de cet Etat vise les autorités habilitées à agir dans l'unité territoriale concernée;
- d) toute référence aux organismes agréés de cet Etat vise les organismes agréés dans l'unité territoriale concernée.

**Art. 37**

Au regard d'un Etat qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

**Art. 38**

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'adoption ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un Etat dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

**Art. 39**

(1) La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des Etats contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par de tels instruments.

(2) Tout Etat contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres Etats contractants des accords en vue de favoriser l'application de la Convention dans leurs rapports réciproques. Ces accords ne pourront déroger qu'aux dispositions des art. 14 à 16 et 18 à 21. Les Etats qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

**Art. 40**

Aucune réserve à la Convention n'est admise.

**Art. 41**

La Convention s'applique chaque fois qu'une demande visée à l'art. 14 a été reçue après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'Etat d'accueil et l'Etat d'origine.

**Art. 42**

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

**Chapitre VII Clauses finales****Art. 43**

(1) La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa dix-septième session et des autres Etats qui ont participé à cette Session.

(2) Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

**Art. 44**

- (1) Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'art. 46, par. 1.
- (2) L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.
- (3) L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'art. 48, let. b. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

**Art. 45**

- (1) Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.
- (2) Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.
- (3) Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

**Art. 46**

- (1) La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'art. 43.
- (2) Par la suite, la Convention entrera en vigueur:
  - a) pour chaque Etat ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, ou adhérent, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
  - b) pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'art. 45, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

**Art. 47**

- (1) Tout Etat Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire.
- (2) La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée

dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

#### **Art. 48**

Le dépositaire notifiera aux Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, aux autres Etats qui ont participé à la dix-septième session, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'art. 44:

- a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'art. 43;
- b) les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'art. 44;
- c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'art. 46;
- d) les déclarations et les désignations mentionnées aux art. 22, 23, 25 et 45;
- e) les accords mentionnés à l'art. 39;
- f) les dénonciations visées à l'art. 47.

*En foi de quoi*, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 29 mai 1993, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de la dix-septième session, ainsi qu'à chacun des autres Etats ayant participé à cette Session.

*Suivent les signatures*

## I

**Liste des autorités centrales et autorités compétentes chargées de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale selon art. 6 et 23****Albanie**

Albanian Adoption Committee  
Bulevardi «Zhan d'Ark», No 2  
Tirana  
Tél.: +355 (4) 227 487  
Fax: +355 (4) 226 465

**Allemagne***Fédéral*

Der Generalbundesanwalt beim Bundesgerichtshof  
(Public Prosecutor General of the Federal Court of Justice)  
Bundeszentralstelle für Auslandsadoption  
53094 Bonn  
Bundesrepublik Deutschland  
Tél.: 49 (228) 410-40  
Fax: 49 (228) 410-5050

Baden- Württemberg  
Landeswohlfahrtsverband Baden  
Ernst-Frey-Strasse 9  
76135 Karlsruhe  
Postfach 4109  
76026 Karlsruhe  
Tél.: 49 (721) 8107-316/313/448/327  
Fax: +49 (721) 8107-490

Landeswohlfahrtsverband Württemberg-Hohenzollern  
Landesjugendamt  
Lindenspürstrasse 39  
70176 Stuttgart  
Postfach 106022  
70049 Stuttgart  
Tél.: (711) 6375-416/415/417  
Fax: +49 (711) 6375-449

Bayern  
Bayerisches Landesjugendamt  
Zentrale Adoptionsstelle  
Richelstr. 11  
80634 München  
Postfach 20 05 52  
80005 München  
Tél.: +49 (89) 130 620  
Fax: +49 (89) 13062-389  
e-mail: Poststelle@blja.bayern.de

Berlin und Brandenburg  
Zentrale Adoptionsstelle der Länder Berlin und  
Brandenburg im Landesjugendamt  
des Landes Brandenburg  
Fritz-Heckert-Strasse 1  
16321 Bernau  
Tél.: +49 (3338) 701-860/861/862

Gemeinsame Zentrale Adoptionsstelle der Länder Freie Hansestadt Bremen, Freie  
und Hansestadt Hamburg, Niedersachsen und Schleswig-Holstein  
-bei der Behörde für Schule, Jugend und Berufsbildung der Freien und Hansestadt  
Hamburg-  
GZA  
Feuerbergstrasse 43 B  
22337 Hamburg  
Tél.: +49 (40) 428-49-286/281/284/289/287/285/288/286/278  
Fax: +49 (40) 428-49-270

Hessen  
Hessisches Sozialministerium  
Abt. II - Landesjugendamt  
Dostojewskistrasse 4  
65187 Wiesbaden  
Tél.: +49 (611) 817-3465  
Fax: +49 (611) 817-3260

Nordrhein-Westfalen  
Landschaftsverband Westfalen-Lippe  
Landesjugendamt  
Zentrale Adoptionsstelle  
Warendorfer Strasse 25  
48133 Münster  
Tél.: +49 (251) 591-4585/6585/3621  
Fax: +49 (251) 591-6898

Der Direktor des Landschaftsverbandes Rheinland  
Dezernat 4  
Jugend  
Amt für Kinder und Familie  
50663 Köln  
Tél.: +49 (221) 809-6283  
Fax: +49 (221) 809-6252

Mecklenburg-Vorpommern  
Landesjugendamt Mecklenburg-Vorpommern  
Zentrale Adoptionsstelle  
Neustrelitzer Str. 120, Block D  
17033 Neubrandenburg  
Behördenzentrum  
Postfach 11 01 63  
17041 Neubrandenburg  
Tél.: +49 (395) 380-3320/3322  
Fax: +49 (395) 380-3302

Rheinland-Pfalz  
Landesamt für Soziales, Jugend und Versorgung  
Landesjugendamt/Zentrale Adoptionsstelle  
Rheinallee 97-101  
55116 Mainz  
Tél.: +49 (6131) 967-378  
Fax: +49 (6131) 967-365

Saarland  
Landesamt für Jugend, Soziales und Versorgung  
Landesjugendamt  
Zentrale Adoptionsstelle  
Malstatter Markt 11  
66115 Saarbrücken  
Tél.: +49 (681) 94812-25/26  
Fax: +49 (681) 42715

Sachsen  
Sächsisches Landesamt für Familie und Soziales  
Abteilung 4 - Landesjugendamt  
Zentrale Adoptionsstelle  
Reichsstrasse 3  
09112 Chemnitz  
Postfach 1362  
09072 Chemnitz  
Tél.: +49 (371) 577-328/287  
Fax: +49 (371) 5771-328/287



Sachsen-Anhalt  
Landesamt für Versorgung und Soziales des Landes Sachsen-Anhalt  
Landesjugendamt  
Zentrale Adoptionsstelle  
Neustädter Passage 15  
06122 Halle  
Tél.: +49 (345) 6912-440/462/463  
Fax: +49 (345) 6912-403

Thüringen  
Thüringer Landesamt für Soziales und Familie  
Abteilung 5  
Landesjugendamt  
Zentrale Adoptionsstelle  
Steinweg 23  
96617 Meiningen  
Postfach 100141  
98490 Suhl  
Tél.: +49 (3693) 442329  
Fax: +49 (3693) 442334

### **Andorre**

#### *Autorité centrale*

Secretary of State of the Family  
Ministry of Health and Welfare  
Avenue Princep Benlloch no. 30, 4a planta  
Andorra la Vella  
Tél.: +376 82 93 46/+376 86 03 45  
Fax: +376 82 93 47/+376 86 19 33  
e-mail: min.sanitat@andorra.ad

#### *Autorité compétente*

Minister of Foreign Affairs  
of the Government of the Principality of Andorra

### **Australie**

For the Commonwealth Central Authority:  
The Secretary  
Commonwealth Attorney-General's Department  
Robert Garran Offices  
Barton act 2600  
Australia  
Tel.: +61 (2) 6250 6366  
fax: +61 (2) 6250 5917

For the State of New South Wales:  
Manager, Adoption Services  
New South Wales Department of Community Services  
P.O. Box 3485  
Parramatta nsw2124

For the State of Victoria:  
Manager, Adoption Services  
Victorian Department of Human Services  
G.P.O. Box 4057  
Melbourne vic 3001

For the State of Queensland:  
Manager, Adoption Services  
Queensland Department of Families, Youth and Community Care  
G.P.O. Box 806  
Brisbane qld 4001

For the State of Western Australia:  
Minister for Community Development; Women's Interests; Seniors & Youth;  
Disabilities Services, Culture and the Arts  
12<sup>th</sup> floor, Duman House  
2 Havelock Street  
West Perth, wa 6005

For case matters and operational practice:  
Manager, Adoption Services  
Western Australian Department of Family and Children's Services  
189 Royal Street  
East Perth wa 6004  
Tél.: +61 (8) 9222 2870  
fax: +61 (8) 9222 2607  
e-mail: tedm@fcs.wa.gov.au

For the State of South Australia:  
Manager, Adoption and Family Information Service  
South Australian Department of Human Services  
P.O. Box 39  
Rundle Mall  
Adelaide sa 5000  
Tél.: +61 (8) 8226 6694  
fax: +61 (8) 8226 6974  
e-mail: beare.cynthia@saugov.sa.gov.au

For the State of Tasmania:  
Manager, Adoption Services  
Tasmanian Department of Health and Human Services  
G.P.O. Box 538  
Hobart tas 7001  
E-mail: adoption.services@tas.gov.au

For the Northern Territory:  
Manager, Adoptions and Placement Support Unit  
Northern Territory Health Services  
P.O. Box 40596  
Casuarina  
Darwin nt 0810  
Tél.: +61 (8)8922 7077  
fax: +61 (8)8922 7480

For the Australian Capital Territory:  
The Director  
Australian Capital Territory Family Services  
P.O. Box 1584  
Tuggeranong a.c.t 2901  
Tél.: +61 (2) 62071080  
fax: +61 (2) 62078888  
E-mail: christhilde\_haase@dpa.act.gov.au

For the Territory of Norfolk Island:  
Program Manager, Community Services  
The Administration of Norfolk Island  
Kingston  
Norfolk Island 2899

### **Autriche**

Bundesministerium für Justiz (Federal Ministry of Justice)  
Abteilung I 10  
Postfach 63  
1016 Wien  
Tél.: +43 (1) 52152 2134  
Fax: +43 (1) 52152 2829 ou/or +43 (1) 52152 2727

Burgenländische Landesregierung  
Abteilung 6 – Soziales  
Landhaus  
Europaplatz 1  
7001 Eisenstadt  
Tél.: +43 (2682) 600 2330 ou/or 600 2325  
Fax: +43 (2682) 600 2865  
e-mail: post.soziales@bglld.gv.at

Kärntner Landesregierung  
Abteilung 13 – Soziales, Jugend, Familie und Frau  
Arnulfplatz 2  
9201 Klagenfurt  
Tél.: +43 (463) 5363 1331  
Fax: +43 (463) 5363 1356

Niederösterreichische Landesregierung  
Abteilung GS/6  
Landhausplatz 1, Haus 14  
3109 ST. Pölte  
Tél.: +43 (2742) 9005 16412  
Fax: +43 (2742) 9005 16120  
e-mail: post.gs6@noel.gv.at

Oberösterreichische Landesregierung  
Abteilung Jugendwohlfahrt  
Altstadt 30  
4010 Linz  
Tél.: +43 (732) 7720 5650  
Fax: +43 (732) 7720 5328  
e-mail: jw.post@ooe.gv.at

Salzburger Landesregierung  
Abteilung 3 – Soziales  
Fanny-von-Lehnert-Strasse 1  
Postfach 527  
5010 Salzburg  
Tél.: +43 (662) 8042 3580  
Fax: +43 (662) 8042 3883  
e-mail: post@soziales.land-sbg.gv.at

Steiermärkische Landesregierung  
Referat Jugendwohlfahrt  
Körblergasse 110  
8010 Graz  
Tél.: +43 (316) 877 3090  
FAX: +43 (316) 877 5457

Tiroler Landesregierung  
Abteilung Jugendwohlfahrt  
Wilhelm Greil Strasse 25  
6020 Innesbruck  
Tél.: +43 (512) 508 2642  
Fax: +43 (512) 508 2645  
e-mail: juwo@tirol.gv.at

Vorarlberger Landesregierung  
Abteilung IVa  
Landhaus  
6901 Bregenz  
Tél.: +43 (5574) 5112 4119  
Fax: +43 (5574) 5112 4195  
e-mail: amtdvlr@vlr.gv.at

Wiener Landesregierung  
Magistratsabteilung 11  
Dezernat II – Gruppe Recht  
Rüdengasse 11  
1030 Wien  
Tél.: +43 (1) 4000 90714  
Fax: +43 (1) 4000 99 90714  
e-mail: zib@m11.magwien.gv.at

## **Brésil**

### *Fédéral*

State Secretariat for Human Rights  
Program for Cooperation on International Adoption  
Council of the Brazilian Central Authorities  
Ministry of Justice  
Esplanada dos Ministérios – Bloco T  
Anexo II, 3º andar, sala 303  
70.064-901 – Brasília D.F.  
Tél.: +55 (61) 429.3225  
+55 (61) 429.3481  
Fax: +55 (61) 223.4889  
+55 (61) 226.3125

### Amapá

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Amapá  
Prédio do Tribunal de Justiça do Estado  
Rua General Rondon nº 1295 – Centro  
68.908-080 MACAPÁ, AP  
Tél.: +55 (96) 223.5655  
Fax: +55 (96) 233.1583

### Acre

Conselho Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Acre  
Corregedoria Geral de Justiça  
Av. Ceará, 1220, Centro  
69920-620, Rio Branco, AC  
Tél.: +55 (68) 223.3950  
Fax: +55 (68) 223.5383

### Alagoas

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado de Alagoas  
Rua do Livramento, Edf. Muniz Falcão 153, Centro  
57020-030 Maceió, AL  
Tél.: +55 (82) 221.1475  
+55 (82) 221.1108  
Fax: +55 (82) 326.1997  
+55 (82) 326.4636

**Amazonas**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Amazonas  
Rua José Clemente nº 380, Centro  
Anexo do Tribunal de Justiça  
69.010-070, Manaus, AM  
Tél.: +55 (92) 622.2588  
Fax: +55 (92) 633.4794

**Bahia**

Comissão Especial para Assuntos de família, Infância e  
Juventude do Estado da Bahia  
R. Arquimedes Gonçalves, nº 32, Nazaré  
40.050-300 Salvador, BA  
Tél.: +55 (71) 321.7426  
Fax: +55 (71) 321.7429

**Ceará**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Ceará  
Tribunal de Justiça  
Centro Administrativo Ministro José Américo, Bairro Cambéa  
60839-900, Fortaleza, CE  
Tél.: +55 (85) 216.2534  
Fax: +55 (85) 216.2536

**Distrito Federal**

Comissão Distrital Judiciária de Adoção  
Palácio da Justiça do Distrito Federal  
Praça do Buriti s/n  
70070-500, Brasília, DF  
Tél.: +55 (61) 225.1301

**Espírito Santo**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do Espírito Santo  
Av. Desembargador Homero Mafra, s/n  
Enseada do Suá  
29.055-221, Vitória, ES  
Tél.: +55 (27) 334.2069

**Goiás**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Goiás  
Rua 10, nº 150, 11 andar, Edifício Fórum, Setor Oeste  
74120-020, Goiânia, GO  
Tél.: +55 (62) 216.2656  
Fax: +55 (62) 216.2711

**Maranhão**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Maranhão  
Av. D. Pedro II, s/n – Centro  
65010-450, São Luís, MA  
Tél.:+55 (98) 232.5511  
Fax:+55 (98) 232.5524  
websiteswww.cgj.ma.gov.br

**Mato Grosso do Sul**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Mato Grosso do Sul  
Tribunal de Justiça  
Corregedoria Geral de Justiça  
Parque dos Poderes, bloco XIII  
79031-902, Campo Grande, MS  
Tél.:+55 (67) 726.4100  
Fax: +55 (67) 726.2099  
website: www.tj.ms.gov.br

**Estado do Mato Grosso**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Mato Grosso  
Tribunal de Justiça  
Pavimento térreo, Centro  
Político Administrativo – CP 1071  
78050-970, Cuiabá, MT  
Tél.:+55 (65) 617.3121  
Fax: +55 (65) 644.1788

**Minas Gerais**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Minas Gerais  
Rua Goiás, 253, nº andar, Centro, Anexo II do Tribunal de Justiça do Estado  
de Minas Gerais  
30190-030, Belo Horizonte, MG  
Tél.: +55 (31) 227.6486  
Fax: +55 (31) 273.6100

**Pará**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do Pará  
Tribunal de Justiça do Estado  
Anexo I, 2º andar, sala 240  
Praça Felipe Pattoni, s/n, Cidade Velha  
66.015-260, Belém, PA  
65010-450, São Luís, MA  
Té.:+55 (91) 218.2331  
e-mail cejai@tj.pa.gov.br

## Paraíba

Comissão Estadual Judiciária do Estado da Paraíba  
Praça Venâncio Neiva, s/n, Centro  
Fórum "Desembargador Arquimedes Souto Maior, 6º andar, CEJA/PB  
58.013-902, João Pessoa, PB  
Tél.: +55 (83) 216.1418/1462  
Fax: +55 (83) 216.1463

## Comissão Estadual Judiciária do Estado da Paraíba

Praça Venâncio Neiva, s/n, Centro  
Fórum "Desembargador Arquimedes Souto Maior, 6º andar, CEJA/PB  
58.013-902, João Pessoa, PB  
Tél.: +55 (83) 216.1418/1462  
Fax: +55 (83) 216.1463

## Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Paraná

Av. Iguaçú, nº 750, Rebouças  
80230-020, Curitiba, PR  
Tél.: +55 (41) 223.0574

## Pernambuco

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Pernambuco  
Av. Martins de Barros, nº 593, Santo Antônio  
50010-230, Recife, PE  
Tél.: +55 (81) 224.0911 r. 2153

## Piauí

Comissão Estadual Judiciária do Estado do Piauí  
Tribunal de Justiça do Estado do Piauí  
Praça Edgar Nogueira, s/n  
64.000-830, Teresina, PI  
Tél.: +55 (86) 221.6755  
Fax: +55 (86) 221.8766

## Rio de Janeiro

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Rio de Janeiro  
Av. Erasmo Braga, 115, 2º andar, sala 202, Corredor B  
20026-900, Rio de Janeiro, RJ  
Tél.: +55 (21) 588.2657 Gabinete  
Fax: +55 (21) 588.2656 / 3295  
e-mail: ceja@tj.rj.gov.br

## Rio Grande do Norte

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do Rio Grande do Norte  
Praça 7 de setembro, s/n, Centro  
59.026-900, Natal, RN  
Tél.: +55 (84) 221.3264  
+55 (84) 221.3267  
+55 (84) 211.5712  
Fax: +55 (84) 221.3264 r. 253



**Rio Grande do Sul**

Conselho de Supervisão da infância e da Juventude do Estado do Rio Grande do Sul  
Praça Marechal Deodoro, 55  
90.010-908, Porto Alegre, RS  
Tél.: +55 (51) 210.7272  
Fax: +55 (51) 210.7241

**Rondônia**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Rondônia  
Av. Rogério Weber, 1872  
78.900-000, Porto Velho, RO  
Tél.: +55 (69) 224.1085  
+55 (69) 224.7959  
+55 (69) 224.7949  
Fax: +55 (69) 224.7832

**Roraima**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Roraima  
Tribunal de Justiça do Estado de Roraima  
Praça do Centro Cívico, s/n  
69301-380, Boa Vista, RR  
Tél.: +55 (95) 623.1622  
+55 (95) 623.2082

**Santa Catarina**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Santa Catarina  
Rua Álvaro Milen da Silveira 208, 8º andar  
Edifício do Tribunal de Justiça - Corregedoria Geral de Justiça  
88.020-901, Florianópolis, SC  
Tél.: +55 (48) 221.1224  
Fax: +55 (48) 221.1226  
e-mail: ceja@tj.sc.gov.br

**São Paulo**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do São Paulo  
Fórum João Mendes, 20º andar  
Av. Ceará 1220, Centro  
01501-001, São Paulo, SP  
Tél.: +55 (11) 232.3465  
Fax: +55 (11) 232.3465

**Sergipe**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Sergipe  
Av. Gentil Tavares, nº 380, Getúlio Vargas  
49055-260, Aracaju, SE  
Tél.: +55 (79) 211.1565  
Fax: +55 (79) 224.4202

**Tocantins**

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Tocantins  
Tribunal de Justiça do Estado de Tocantins  
Palácio da Justiça, Cx. Postal nº 05  
77.003-900, Palmas, TO  
Tél.: +55 (63) 218.4508  
Fax.: +55 (63) 218.4497

**Bulgarie**

Ministry of Justice  
No 1, Slavianska str.  
Sofia 1040  
Bulgaria

**Burkina Faso**

Le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille  
01 BP 515  
Ouagadougou 01  
Burkina Faso  
Tél.: +226 30 68 75  
Fax: +226 31 67 37

**Burundi**

Ministère de l'Action sociale et de la Promotion de la Femme  
Bujumbura  
Tél.: +257 217988 ou/or +257 223331 ou/or +257 222431  
Fax: +257 216102

**Canada**

Pour le Gouvernement fédéral/For the Federal Government  
Human Resources Development Canada / Développement des Ressources humaines  
Canada  
Child, Family and Community Division / Division de l'enfant, de la famille et de  
la collectivité  
Place du Portage, Phase IV  
140, Promenade du Portage  
5<sup>th</sup> floor/5<sup>e</sup> étage  
Hull, Quebec  
Canada  
K1A 0J9  
Tél.: +1 (613) 997 1562  
Fax: +1 (819) 953 1115

Pour la Province de l'Alberta/For the Province of Alberta

Minister of Children's Services as represented by:

Anne Scully

Program Manager, Adoption Services

Alberta Children's Services

6<sup>th</sup> Floor, Sterling Place

9940-106 Street

Edmonton, Alberta

Canada T5K 2N2

Tél.: +1 (780) 422 5641

Fax: +1 (780) 427 2048

Pour la Colombie-britannique/For British Columbia

Director of Adoption as represented by:

Mr David Young

Assistant Deputy Minister

Ministry of Children and Families Development

PO Box 9722, SNT PROV GOVT

Station Provincial Government

Victoria, British Columbia

Canada V8W 9S12

Tél.: +1 (250) 387 7060

Fax: +1 (250) 356 7862

Pour la Province du Manitoba/For the Province of Manitoba

Director of Child and Family Services/Directeur des services à l'enfant et

à la famille as represented by:

Department of Family Services

Child Protection and Support Services

Suite 201 –114 Garry Street

Winnipeg, Manitoba

Canada R3C 4V5

Tél.: +1 (204) 945 1186

Fax: +1 (204) 945 6717

Pour la Province du Nouveau-Brunswick/For the Province of New Brunswick

Minister of Family and Community Services/Ministre de la Famille et des Services  
communautaires as represented by:

Bill Innes

Provincial Adoption Consultant

Department of Family and Community Services

Child Welfare and Youth Services

PO Box 6000

551 King Street

Fredericton, New Brunswick

Canada E3B 5H1

Tél.: +1 (506) 444 4516

Fax: +1 (506) 453 2082

Pour les Territoires du Nord-Ouest/For the Northwest Territories

Director of Adoptions  
Child and Family Services  
Department of Health and Social Services  
Center Square Tower, 6th floor  
Yellowknife, NT  
Canada X1A 2L9  
Tél.: +1 (867) 873-7943  
Fax: +1 (867) 873-7706

For Nova Scotia

Minister of Community Services as represented by:  
Susan M. Drysdale MSW, RSW  
Manager of Adoption and Children in Care  
Department of Community Services  
Box 696  
Halifax, Nova Scotia  
Canada B3J 2T7  
Tél.: +1 (902) 424 3205  
Fax: +1 (902) 424 0708  
website: <http://www.gov.ns.ca/coms/files/services.asp>

Pour Nunavut/For Nunavut

Director of Adoptions  
Social Services Unit  
Department of Health and Social Services  
Box 1000 Station 1000  
Iqaluit, Nunavut  
Canada X0A 0H0  
Tél.: +1 (867) 975-5700  
Fax: +1 (867) 975-5722

Pour l'Ontario / For Ontario

Ministry of Community and Social Services as represented by:  
Mr Rich Partridge  
Co-ordinator, Private and International Adoption  
Adoption Unit  
Provincial Services Branch  
Program Management Division  
Ministry of Community and Social Services  
2 Bloor Street West, 24<sup>th</sup> floor  
Toronto, Ontario  
Canada M7A 1E9  
Tél.: +1 (416) 327 4733  
Fax: +1 (416) 327 0573

Pour la Province de l'Île-du-Prince-Édouard/For the Province of Prince Edward Island

Director of Child Welfare, Ronald D. Stanley, as represented by:

Virginia J. MacEachern

Provincial Adoption Consultant

Department of Health and Social Services

PO Box 2000 Charlottetown, Prince Edward Island

Canada C1A 7N8

Tél.: +1 (902) 368 6514

Fax: +1 (902) 368 6136

Pour la Province de la Saskatchewan/For the Province of Saskatchewan

Minister of Social Services

Beverly Wilson

Program Consultant, Intercountry Adoption, Central Office

Family and Youth Services Division

Saskatchewan Social Services

12<sup>th</sup> floor

1920 Broad Street

Regina, Saskatchewan

Canada S4P 3V6

Tél.: +1 (306) 787 0008

Fax: +1 (306) 787 0925

e-mail: [bwilson@ss.gov.sk.ca](mailto:bwilson@ss.gov.sk.ca)

website: [www.gov.sk.ca/socserv/](http://www.gov.sk.ca/socserv/)

Pour le Territoire du Yukon/For the Yukon Territory

Director of Family and Children's Services (H-10)

Department of Health and Social Services

Government of Yukon

Box 2703

Whitehorse, Yukon

Canada Y1A 4T4

Tél.: +1 (867) 667 5045

Fax: +1 (867) 393 6204

## **Chili**

National Service for Minors

Avenida Pedro de Valdivia No 4070

Nuñoa

Santiago

Chile

Tél.: +56 (2) 239 2283

Fax: +56 (2) 239 2427

**Chypre***Autorité centrale*

The Permanent Secretary  
Ministry of Labour and Social Insurance  
7, Lord Byron Avenue  
1463 Lefkosia (Nicosia)  
Cyprus  
Tél.: +357 (22) 401741  
Fax: +357 (22) 670993  
e-mail: min.of.labour@cytanet.com.cy

*Autorité compétente*

Social Welfare Services  
Prodromou 63  
1468 Lefkosia (Nicosia)  
Cyprus  
Tél.: +357 (22) 406602  
Fax: +357 (22) 667907  
e-mail: swscy@cytanet.com.cy

**Danemark***Autorité centrale*

The Danish Ministry of Justice  
Department of Private Law (Civilretsdirektoratet)  
Æbeløgade 1  
2100 Copenhagen Ø  
Denmark  
Tél.: +45 33 92 33 02  
Fax: +45 39 27 18 89  
e-mail: civildir@civildir.dk

*Autorités compétentes*

Prefect of Copenhagen  
Hammerensgade 1  
1267 Copenhagen K  
Denmark

Governor of Copenhagen County  
Hejrevej 43  
2400 Copenhagen nv  
Denmark

Governor of Bornholm County  
Storegade 36  
3700 Rønne  
Denmark

Governor of Frederiksborg County  
Trollesminde Kontorpark  
Roskildevej 10A  
3400 Hillerød  
Denmark

Governor of the County of Funen  
Odense Slot  
Entrance A  
Nørregade 36-38  
5000 Odense c  
Denmark

Governor of the County of North Jutland  
Aalborghus Slot  
Slotspladsen 1  
9000 Aalborg  
Denmark

Governor of Ribe County  
Puggaardsgade 7  
6760 Ribe  
Denmark

Governor of Ringkøbing County  
Rindumgård  
Holstebrovej 31  
6950 Ringkøbing  
Denmark

Governor of Roskilde County  
Algade 12  
4000 Roskilde  
Denmark

Governor of Storstrøm County  
Brovejen 4  
4800 Nykøbing f  
Denmark

Governor of the County of South Jutland  
H.P. Hanssens Gade 42  
6200 Aabenraa  
Denmark

Governor of Vejle County  
Vedelsgade 17 B  
1700 Vejle  
Denmark

Governor of the County of West Zealand  
Slagelsevej 7  
4180 Sorø  
Denmark

Governor of Viborg County  
Store Sct. Hans Gade 2-4  
8800 Viborg  
Denmark

Governor of Århus County  
Marselis Boulevard 1  
8000 Århus  
Denmark

### **El Salvador**

#### *Autorité centrale*

El Instituto de Protección al Menor (ISPM)  
Colonia Costa Rica  
Ave. Irazú Fnal, Calle Santa Marta  
Complejo «La Gloria»  
San Salvador  
Tél.: +503 270 4142  
Fax: +503 270 1348

#### *Autorité compétente*

La Procuraduría General de la República (PGR)  
13A. Calle Peniente  
Centro de Gobierno  
San Salvador  
Tél.: +503 222 3815  
Fax: +503 221 3602

### **Equateur**

#### *Autorité centrale*

Corte Nacional de Menores  
Av. Orellana 1725 y 9 de Octubre  
Quito  
Ecuador  
Fax: +593 (2) 544 011, +593 (2) 232 022



*Autorité compétente*

Corte Nacional de Menores  
Av. Orellana 1725 y 9 de Octubre  
Quito  
Ecuador  
Fax: +593 (2) 544 011, +593 (2) 232 022

**Espagne***Autorité centrale*

Dirección General de Acción Social, del Menor y de la Familia  
Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales  
Madrid  
Spain  
Tél.: +34 (91) 3478173  
Fax: +34 (91) 3478120

*Autorités compétentes*

comunidad autónoma de andalucía  
Dirección General de Atención al Niño  
Consejería de Asuntos Sociales de la Junta de Andalucía  
C/. Héroes de Toledo s/n  
41071 Sevilla

comunidad autónoma de aragón  
Dirección General de Bienestar Social  
Departamento de Bienestar Social y Trabajo de la Diputación General de Aragón  
Paseo María Agustín, 36  
50071 Zaragoza

comunidad autónoma del principado de asturias  
Dirección General de Acción Social  
Consejería de Sanidad y Servicios Sociales  
C/. General Elorza, 35  
33071 Oviedo

comunidad autónoma de baleares  
y Familia  
Consejería de Gobernación del Gobierno Balear  
C/. Francisco Salvá s/n, Pont d'Inca-Marratxi  
07071 Palma de Mallorca

comunidad autónoma de canarias  
Dirección General de Protección del Menor y la Familia  
Consejería de Sanidad y Asuntos Sociales del Gobierno de Canarias  
Avda. San Sebastián, 53  
38071 Santa Cruz de Tenerife

comunidad autónoma de cantabria  
Dirección Regional de Bienestar Social  
Consejería de Sanidad, Consumo y Bienestar Social de la Diputación Regional de Cantabria  
C/. Lealtad, 23  
39071 Santander

comunidad autónoma de castilla-la mancha  
Dirección General de Servicios Sociales  
Consejería de Bienestar Social de la Junta de Comunidades  
Avda. Portugal, 77  
45071 Toledo

comunidad autónoma de castilla-léon  
Dirección General de Servicios Sociales  
Consejería de Sanidad y Bienestar Social de la Junta de Castilla y León  
C/. María de Molina, 13  
47071 Valladolid

comunidad autónoma de cataluña  
Dirección General de Atención a la Infancia  
Departamento de Bienestar Social de la Generalidad de Cataluña  
Plaza de Pau Vila, 1  
08071 Barcelona

comunidad autónoma de extremadura  
Dirección General de Acción Social  
Consejería de Bienestar Social de la Junta de Extremadura  
C/. Santa Eulalia, 30  
06071 Mérida (badajoz)

comunidad autónoma de galicia  
Dirección General de la Familia  
Consejería de Familia, Mujer y Juventud  
Edificio San Caetano, s/n  
15771 Santiago de Compostela

comunidad autónoma de la rioja  
Dirección General de Bienestar Social  
Consejería de Salud, Consumo y Bienestar Social  
C/. Villamendiana, 17  
26071 Logroño

comunidad autónoma de madrid  
Comisión de Tutela del Menor  
(Instituto Madrileño de Atención a la Infancia)  
Consejería de Integración Social  
C/. Orense, 11, 9.0 planta  
28071 Madrid

comunidad autónoma de la región de murcia  
Instituto de Servicios Sociales  
Consejería de Sanidad y Asuntos Sociales  
C/. Alonso Espejo, s/n  
30071 Murcia

comunidad autónoma de navarra  
Instituto Navarro de Bienestar Social  
Departamento de Bienestar Social, Deporte y Vivienda del Gobierno de Navarra  
C/. González Tablas, s/n  
31091 Pamplona

comunidad autónoma del país vasco  
1. Departamento de Bienestar Social de la Diputación Foral de Alava  
C/. General Alava, 10  
01071 Vitoria

2. Departamento de Bienestar Social de la Diputación Foral de Vizcaya  
C/. Gran Vía, 26  
48071 Bilbao

3. Departamento de Servicios Sociales de la Diputación Foral de Guipuzcoa  
Avda. de la Libertad, 17-19, 40 planta  
20071 San Sebastián

comunidad autónoma de valencia  
Conselleria de Bienestar Social  
Dirección General de la Familia y Adopciones  
Paseo Alameda, 16  
46010 Valencia  
Tél.: +34 (96) 386 76 08  
Fax: +34 (96) 386 67 77

en las ciudades de ceuta y melilla  
Dirección General del Menor y Familia  
Ministerio de Asuntos Sociales  
C/. Condesa de Venadito, 34  
28071 Madrid

### **Estonie**

le Ministère des Affaires sociales

### **Finlande**

The Finnish Board of Intercountry Adoption Affairs  
Ministry of Social Affairs and Health  
Kirkkokatu 14  
00170 Helsinki  
Finland  
Tél.: +358 (9) 160 1  
Fax: +358 (9) 160 3816

**France**

Mission de l'adoption internationale  
Ministère des Affaires Etrangères  
244, boulevard Saint-Germain  
75303 Paris 07 SP  
France  
Tél.: +33 (1) 4317 9090 (*pour le public*)  
+33 (1) 4317 8991 (*pour les autorités*)  
Fax: +33 (1) 4317 9344  
e-mail: mai@diplomatie.gouv.fr (*pour le public*)  
autorite.centrale@diplomatie.gouv.fr (*pour les autorités*)  
website: <http://www.diplomatie.gouv.fr/mai>

**Géorgie**

Ministry of Education of Georgia  
2 Uznade Str.  
Tbilisi  
Georgia 380002  
Tél.: +995 (32) 952514 ou / or +995 (32) 953155  
Fax: +995 (32) 953155

**Islande**

Ministry of Justice and Ecclesiastical Affairs  
Arnarhvoli  
150 Reykjavík  
Iceland  
Tél.: +354 545 9000  
Fax: +354 552 7340  
e-mail: [postur@dkm.stjr.is](mailto:postur@dkm.stjr.is)

**Israël**

Central Authority for Intercountry Adoption  
State of Israel  
Ministry of Labour and Social Affairs  
10, Yad Harutzim Street  
Talpiot, 93420 Jerusalem  
Tél.: +972 (2) 6708177  
Fax: +972 (2) 6708451

**Italie**

Commissione per le adozioni internazionali  
Via Fornovo, 8  
00192 Roma  
Fax.: +39 (06) 4816 1723 et/and +39 (06) 4816 1475

**Lettonie**

Ministry of Justice  
Brivibas blvd. 36  
1536 Riga  
Latvia  
Tél.: +371 703 6801, +371 703 6716  
Fax: +371 721 0823, +371 728 5575

**Lituanie**

Adoption Agency under the Ministry of Social Security and Labour  
Sodu St. 15  
2006 Vilnius  
Lithuania  
Tél.: +3702 310 928  
Fax: +3702 310 927

**Luxemburg***Autorité compétente*

Ministère de la Famille  
12-14 avenue Emile Reuter  
L-2420 Luxembourg  
Ministère de la Famille  
L-2919 Luxembourg  
Tél.: +352 478 6543  
Fax: +352 241 887

*Autorités compétentes*

Tribunal d'arrondissement de Luxembourg  
BP 15  
L-2010 Luxembourg  
Tél.: +352 475 981 403  
Fax: +352 475 981 540

Tribunal d'arrondissement de Diekirch  
BP 164  
L-9202 Diekirch  
Tél.: +352 803 214 27  
Fax: +352 807 119

**Moldova**

The Ministry of Education and Science of the Republic of Moldova  
1, Piata Marii Adunari Nationale  
Chisinau md -2033  
Republic of Moldova  
Tél.: +373 (2) 232727  
Fax: +373 (2) 233348

**Monaco**

la Direction des Services Judiciaires  
Palais de Justice  
5 rue Colonel Bellando de Castro  
MC 98000 Monaco  
Tél.: +377 9315 8430  
Fax: +377 9350 0568

**Norvège**

The Governmental Office for Youth and Adoption  
PO Box 8036 Dep  
0030 Oslo  
Norway

**Panama***Autorité centrale*

The Ministry of Youth, Women, Children and the Family

*Autorité compétente*

The High Family Court or the High Juvenile Court

**Pérou**

Oficina de Adopciones de la Gerencia de Promoción de la Niñez y la Adolescencia  
del Ministerio de Promoción de la Mujer y Desarrollo Humano - Promudeh  
Jirón Camaná 616  
7mo Piso  
Lima 1  
Peru  
Tél.: +51 428-9800 Anexos 2700 ó 2701 ó 2702 ó 2704 ó 2710  
Fax: +51 428-9800 Anexo 2717 ó 426-1336

**Philippines***Autorité centrale*

Philippines Intercountry Adoption Board  
No 2 Chicago Street corner Ermin Garcia St.  
Barangay Pinagkaisahan Cubao  
Quezon City  
Philippines  
Tél.: +63 (2) 4101643/4  
+63 (2) 726 4568  
+63 (2) 726 4551  
+63 (2) 414 9974  
Fax: +63 (2) 727 2026

*Autorités compétentes*

Department of Social Welfare and Development  
Batasan Pambansa Complex  
Constitution Hills  
Quezon City  
Philippines  
Office of the Solicitor General  
134 Amorsolo Street  
Legaspi Village  
Makati City  
Philippines  
Tél.: +63 (2) 818 6301 / 6309  
Fax: +63 (2) 817 6037

**Pologne**

Ministerstwo Pracy i Polityki Społecznej  
(Ministry of Labour and Social Policy)  
Ul. Nowogrodzka 1/3/5  
00-513 Warszawa 7  
Poland  
Tél.: +48 (22) 661 0480  
+48 (22) 629 6289  
Fax: +48 (22) 661 0493

**Roumanie**

Comitetul Român Pentru Adoptii  
(The Romanian Committee for Adoptions)  
Piata Victoriei nr.1  
Sector 1  
Bucharest  
Romania  
Tél.: +40 (1) 312 7363 ou/or  
+40 (1) 314 3400, ext. 1096 ou/or 1428  
Fax: +40 (1) 312 7363 ou/or +40 (1) 312 7474

**Slovaquie**

Centrum pre medzinárodno-právnu ochranu detí a mládeže  
(Centre for International Legal Protection of Children and Youth)  
Spitálska 6  
P.O. Box 57  
814 99 Bratislava  
Slovak Republic  
Tél.: +421 (2) 5296-2895  
Fax: +421 (2) 5296-2895  
e-mail: cipc@employment.gov.sk

**Sri Lanka**

The Commissioner of Probation and Child Care Services  
Department of Probation and Child Care Services  
95, Sir Chittampalam A. Gardiner Mawatha  
Colombo 2  
Sri Lanka  
Tél.: +94 (1) 327 600  
Fax: +94 (1) 327 600

**Suède**

Swedish National Board of Intercountry Adoptions (NIA)  
Box 22086  
104 22 Stockholm  
Sweden  
Tél.: +46 (8) 5455 5680  
Fax: +46 (8) 650 4110  
e-mail: adoption@nia.se



**Suisse***Autorité centrale fédérale*

Office fédéral de la Justice  
Service de protection internationale des enfants  
Taubenstrasse 16  
3003 Berne  
Suisse  
Tél.: +41 (31) 323 8864  
Fax: +41 (31) 322 7864  
e-mail: kindesschutz@bj.admin.ch

*Autorités centrales cantonales*

Argovie  
Departement des Innern  
Sektion Bürgerrecht und Personenstand  
Frey-Herosé-Strasse 12  
Postfach  
5001 Aarau  
Tél.: +41 (62) 835 14 49  
Fax: +41 (62) 835 14 59

Appenzell Rh. Ext.  
Direktion des Innern  
Zivilstands- und Bürgerrechtsdienst  
Regierungsgebäude  
9102 Herisau 2  
Tél.: +41 (71) 353 64 60  
Fax: +41 (71) 352 12 77

Appenzell Rh. Int.  
Standeskommission des Kantons Appenzell Innerrhoden  
Marktgasse 2  
9050 Appenzell  
Tél.: +41 (71) 788 93 11  
Fax: +41 (71) 788 93 39

Bâle-Ville  
Erziehungsdepartement  
Ressort Dienste  
Abteilung Sozialpädagogik  
Leimenstrasse 1  
4001 Basel  
Tél.: +41 (61) 267 84 66  
Fax: +41 (61) 267 84 94

Bâle-Campagne  
Justiz-, Polizei- und Militärdirektion  
Zivilabteilung 1  
Rathausstrasse 2  
4410 Liestal  
Tél.: +41 (61) 935 57 18  
Fax: +41 (61) 925 69 31

Berne  
Kantonales Jugendamt Bern  
Gerechtigkeitsgasse 81  
3001 Bern  
Tél.: +41 (31) 633 76 33  
Fax: +41 (31) 633 76 18

Fribourg  
Office cantonal des mineurs  
Service de l'enfance et de la jeunesse  
bd de Pérolles 30  
1700 Fribourg  
Tél.: +41 (26) 347 27 37  
Fax: +41 (26) 347 27 38

Genève  
Office de la jeunesse  
Service de protection de la jeunesse  
Evaluation continue des lieux de placement  
Autorité centrale adoption internationale  
8, rue Adrien-Lachenal  
CP3531  
1211 Genève  
Tél.: +41 (22) 327 63 60  
Fax: +41 (22) 327 64 49

Glaris  
Sanitäts- und Fürsorgedirektion  
Postgasse 29  
8750 Glarus  
Tél.: +41 (55) 646 66 00  
Fax: +41 (55) 646 66 99

Grisons  
Kantonales Sozialamt  
Gürtelstrasse 89  
7000 Chur  
Tél.: +41 (81) 257 26 62

## Jura

Service de l'action sociale  
Fbg des Capucins 20  
2800 Delémont  
Tél.: +41 (32) 420 51 54

## Lucerne

Regierungsstatthalter des Amtes Luzern  
Weggisgasse 29  
Postfach 5027  
6000 Luzern 5  
Tél.: +41 (41) 228 58 01  
Fax: +41 (41) 228 67 37

## Neuchâtel

Service des mineurs et des tutelles  
Fbg de l'Hôpital 36  
2000 Neuchâtel  
Tél.: +41 (32) 889 66 40  
Fax: +41 (32) 889 60 93

## Nidwald

Gesundheits- und Sozialdirektion Nidwalden  
Kantonales Sozialamt  
Engelbergstrasse 34  
6371 Stans  
Tél.: +41 (41) 618 75 50  
Fax: +41 (41) 618 77 15

## Obwald

Sicherheits- und Gesundheitspartement  
Polizeigebäude  
6060 Sarnen  
Tél.: +41 (41) 666 62 19  
Fax: +41 (41) 666 64 52

## Schaffhouse

Amt für Justiz und Gemeinden  
Mühlentalstrasse 105  
8201 Schaffhausen  
Tél.: +41 (52) 632 76 42  
Fax: +41 (52) 632 77 85

## Saint-Gall

Amt für Soziales des Kantons St. Gallen  
Spisergasse 41  
9001 St. Gallen  
Tél.: +41 (71) 229 43 51  
Fax: +41 (71) 229 45 00

## Schwyz

Departement des Innern

Postfach 2160

6431 Schwyz

Tél.: +41 (41) 819 16 15

Fax: +41 (41) 819 16 58

## Soleure

Amt für Gemeinden und soziale Sicherheit

Ambassadorshof

4509 Solothurn

Tél.: +41 (32) 627 22 82

Fax: +41 (32) 627 22 95

## Tessin

Dipartimento della sanità e della socialità

Divisione dell'azione sociale

Ufficio del Tutore

Viale Officina 6

P.O. Box

6501 Bellinzona

Tél.: +41 (91) 814 71 17

Fax: +41 (91) 814 71 19

## Turgovie

Generalsekretariat des Departementes für Justiz und Sicherheit des Kantons Thurgau

Regierungsgebäude

8510 Frauenfeld

Tél.: +41 (52) 724 27 02

Fax: +41 (52) 724 25 00

## Uri

Amt für Justiz

Abt. Bürgerrecht und Zivilstandswesen

Rathausplatz 5

6460 Altdorf

Tél.: +41 (41) 875 22 73

Fax: +41 (41) 875 22 53

## Valais

Office cantonal pour la protection de l'enfant

Avenue Ritz 29

1951 Sion

Tél.: +41 (27) 606 48 40

Fax: +41 (27) 606 48 24

Vaud  
Service de protection de la Jeunesse  
Bâtiment administratif de la Pontaise  
Av. des Casernes 2  
1014 Lausanne  
Tél.: +41 (21) 316 53 04  
Fax: +41 (21) 316 53 30

Zoug  
Direktion des Innern  
Kantonales Sozialamt  
Verwaltungsgebäude am Postplatz  
Postfach 146  
6301 Zug  
Tel.: +41 (41) 728 39 17  
Fax: +41 (41) 728 37 17

Zurich  
Bildungsdirektion  
Amt für Jugend und Berufsberatung  
Schaffhauserstrasse 78  
8090 Zürich  
Tél.: +41 (43) 259 23 94  
Fax: +41 (43) 259 51 34

### **République tchèque**

The Office of International Legal Protection of Children  
Benesova 22  
602 00 Brno  
Czech Republic

### **Venezuela**

Ministerio de Relaciones Exteriores  
División de Asuntos Especiales  
Torre M.R.E.  
Conde a Carmelitas  
Piso 6  
Caracas 1010  
Venezuela  
Tél.: +582 (8) 621 145 ou/or +582 (8) 196 91  
Fax: +582 (8) 622 420

## II

**Champ d'application de la convention le 10 février 2003**

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Albanie	12 septembre	2000	1 <sup>er</sup> janvier	2001
Allemagne*	22 novembre	2001	1 <sup>er</sup> mars	2002
Andorre*	3 janvier	1997 A	1 <sup>er</sup> mai	1997
Australie*	25 août	1998	1 <sup>er</sup> décembre	1998
Autriche*	19 mai	1999	1 <sup>er</sup> septembre	1999
Bolivie*	12 mars	2002	1 <sup>er</sup> juillet	2002
Brésil*	10 mars	1999	1 <sup>er</sup> juillet	1999
Bulgarie*	15 mai	2002	1 <sup>er</sup> septembre	2002
Burkina Faso*	11 janvier	1996	1 <sup>er</sup> mai	1996
Burundi	15 octobre	1998 A	1 <sup>er</sup> février	1999
Canada*	19 décembre	1996	1 <sup>er</sup> avril	1997
Chili	13 juillet	1999	1 <sup>er</sup> novembre	1999
Chypre	20 février	1995	1 <sup>er</sup> juin	1995
Colombie*	13 juillet	1998	1 <sup>er</sup> novembre	1998
Costa Rica	30 octobre	1995	1 <sup>er</sup> février	1996
Danemark*	2 juillet	1997	1 <sup>er</sup> novembre	1997
El Salvador*	17 novembre	1998	1 <sup>er</sup> mars	1999
Equateur	7 septembre	1995	1 <sup>er</sup> janvier	1996
Espagne*	11 juillet	1995	1 <sup>er</sup> novembre	1995
Estonie	22 février	2002 A	1 <sup>er</sup> juin	2002
Finlande*	27 mars	1997	1 <sup>er</sup> juillet	1997
France*	30 juin	1998	1 <sup>er</sup> octobre	1998
Géorgie	9 avril	1999 A	1 <sup>er</sup> août	1999
Islande	17 janvier	2000 A	1 <sup>er</sup> mai	2000
Israël	3 février	1999	1 <sup>er</sup> juin	1999
Italie*	18 janvier	2000	1 <sup>er</sup> mai	2000
Lettonie*	9 août	2002	1 <sup>er</sup> décembre	2002
Lituanie	29 avril	1998 A	1 <sup>er</sup> août	1998
Luxembourg*	5 juillet	2002	1 <sup>er</sup> novembre	2002
Maurice	28 septembre	1998 A	1 <sup>er</sup> janvier	1999
Mexique*	14 septembre	1994	1 <sup>er</sup> mai	1995
Moldova	10 avril	1998 A	1 <sup>er</sup> août	1998
Monaco	29 juin	1999 A	1 <sup>er</sup> octobre	1999
Mongolie	25 avril	2000 A	1 <sup>er</sup> août	2000
Norvège*	25 septembre	1997	1 <sup>er</sup> janvier	1998
Nouvelle-Zélande	18 septembre	1998 A	1 <sup>er</sup> janvier	1999
Panama*	29 septembre	1999	1 <sup>er</sup> janvier	2000
Paraguay	13 mai	1998 A	1 <sup>er</sup> septembre	1998
Pays-Bas*	26 juin	1998	1 <sup>er</sup> octobre	1998
Pérou*	14 septembre	1995	1 <sup>er</sup> janvier	1996
Philippines*	2 juillet	1996	1 <sup>er</sup> novembre	1996

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Pologne*	12 juin	1995	1 <sup>er</sup> octobre	1995
République tchèque*	11 février	2000	1 <sup>er</sup> juin	2000
Roumanie	28 décembre	1994	1 <sup>er</sup> mai	1995
Slovaquie*	6 juin	2001	1 <sup>er</sup> octobre	2001
Slovénie	24 janvier	2002	1 <sup>er</sup> mai	2002
Sri Lanka*	23 janvier	1995	1 <sup>er</sup> mai	1995
Suède*	28 mai	1997	1 <sup>er</sup> septembre	1997
Suisse	24 septembre	2002	1 <sup>er</sup> janvier	2003
Venezuela*	10 janvier	1997	1 <sup>er</sup> mai	1997

\* Réserves et déclarations<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Les réserves et déclarations ne sont pas publiés au RO. Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet de la Conférence de La Haye: [www.hcch.net/f/status](http://www.hcch.net/f/status) ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

Cette page est vierge pour permettre d'assurer une concordance dans la pagination des trois éditions du RO.